

CONJUCHEM[®]

T1 2009

LETTRES AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

Au cours du premier trimestre de l'année fiscale 2009, nous avons rendu compte des résultats de nos deux études de phase II pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4. Ces résultats ont confirmé que notre composé vedette pour le traitement du diabète de type II atteignait des réductions significatives statistiquement du HbA1c comparativement aux valeurs de base et au placebo ; un groupe de traitement a atteint une réduction de 1.4% comparativement aux valeurs de base. Nous avons également confirmé que notre composé atteignait des pertes de poids significatives statistiquement comparativement aux valeurs de base, certains patients ayant perdu jusqu'à deux kilogrammes au cours de la période de traitement de trois mois. Conformément aux études précédentes, le PC-DAC^{MC}:Exendin-4 a été extrêmement bien toléré montrant des taux minimaux de nausées, vomissements et diarrhées associés au produit, ces taux diminuant avec le temps.

En se basant sur ces résultats ainsi que sur les avantages clairs de notre produit pour le patient (aiguille de petit calibre, petit volume injecté, aucun mélange préalable requis), nous croyons que le PC-DAC^{MC}:Exendin-4 a le potentiel de devenir un des produits de premier plan dans sa classe de médicament. Ces caractéristiques, ajoutées aux paramètres d'efficacité et d'innocuité qui ont été réalisés, constituent un profil fascinant alors que nous avançons dans nos discussions avec des partenaires potentiels qui supporteront nos efforts pour mettre ce produit excitant sur le marché.

Le 10 mars, nous avons annoncé que le U.S. Patent & Trademark Office « USPTO » avait émis une communication mettant fin à la poursuite de notre demande de réexamen *inter partes* du brevet no. 6 924 264. Le brevet intitulé «Modified Exendins and Excendin Agonists » fut émis en août 2005 et fut assigné à Amylin Pharmaceuticals, Inc. La communication mettant fin à la poursuite a rejeté toutes les revendications pour cause d'évidence et/ou manque d'innovation. La contrepartie de ce brevet avait été auparavant rejetée en Europe. Nous sommes très heureux de ce dénouement qui procurera un degré accru de confiance pour nos partenaires potentiels, concernant des revendications éventuelles de propriétés intellectuelles de nos concurrents, dans le domaine thérapeutique de l'exendine-albumine.

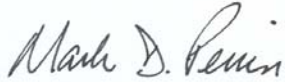
Au cours du trimestre, nous avons également annoncé les résultats d'une étude préclinique évaluant le PC-Insulin, le second composé de notre pipeline qui rehausse notre plateforme qui accroît la fenêtre thérapeutique des peptides. Le PC-Insulin est développé dans le but d'avoir des avantages sur les thérapies d'insuline basale existantes qui peuvent démontrer des niveaux de fluctuations cliniquement appropriés mais qui ne conduisent qu'à une couverture d'insuline pour une période de 24 heures ou moins. Nous avons indiqué que le PC-Insulin avait le potentiel pour une plus longue durée d'activité. Cela a été démontré par un contrôle supérieur du glucose sanguin ainsi que la normalisation des paramètres physiologiques comparativement au produit principal d'insuline à longue durée d'activité, Lantus®. Nous sommes en bonne voie pour déposer une demande de IND (Investigational New Drug) cette année afin de débiter notre programme des études chez l'humain.

Avec l'achèvement fructueux de nos études cliniques de phase II pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, nous sommes maintenant en mesure de préserver davantage nos ressources en focalisant notre attention sur les discussions de partenariat ainsi que sur le développement du PC-Insulin. Suite à la fin du trimestre, ConjuChem a complété une consolidation de ses opérations qui incluait une réduction de sa main d'oeuvre de 18 employés, ce qui représente environ 47% de la main d'oeuvre totale de la Compagnie. Je désire présenter ma reconnaissance à tous nos employés qui ont tant contribué au progrès de ConjuChem.

Jacques Lapointe, président du conseil d'administration et moi-même, voudrions aussi remercier Dr. Randal Chase, qui a démissionné de notre conseil d'administration. Dr. Chase a contribué plusieurs années de services au sein du conseil d'administration et à ConjuChem.

Certes, l'environnement économique des derniers mois a été décourageant. En contraste avec ce pessimisme général, nous sommes encouragés par les progrès cliniques réalisés au cours de ce trimestre. De plus, notre réponse a été de gérer nos ressources avec prudence et conservatisme alors que nous travaillons à l'accomplissement des étapes de partenariats et clinique que nous nous sommes fixés pour 2009. Je vous remercie encore pour votre support et votre dévouement et je suis impatient de vous rapporter nos progrès le trimestre prochain.

Mark D. Perrin

A handwritten signature in black ink that reads "Mark D. Perrin". The signature is written in a cursive style with a small dot above the 'i' in Perrin.

Président et Chef de la direction
Biotechnologies ConjuChem Inc.

Lantus® (injection d'insuline glargine [rDNA]) est une marque déposée de sanofi-aventis

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit une rétrospective du rendement de notre Société et doit être lu avec les états financiers non vérifiés au 31 janvier 2009 et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et les notes y afférentes, dressés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Le présent rapport de gestion compare le rendement financier du trimestre terminé le 31 janvier 2009 à celui du trimestre terminé le 31 janvier 2008 et analyse les questions et les risques qui peuvent avoir une incidence sur l'exploitation future. Cette analyse a été effectuée par la direction au moyen de l'information disponible au 9 mars 2009. Des renseignements additionnels sur la Société, y compris la notice annuelle, se trouvent sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Dans la mesure où certains énoncés formulés dans le présent rapport contiennent de l'information qui n'est pas fondée sur des données historiques, ces énoncés sont essentiellement prospectifs et sont assujettis à des risques et à des incertitudes, comme il est décrit à la rubrique «Facteurs de risque» de la notice annuelle. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de la marque du futur ou du conditionnel ou de termes comme «pouvoir», «prévoir», «avoir l'intention de», «estimer», «anticiper», «planifier», «projeter», «croire», «continuer» ou de la forme négative de ces termes ou des variations de ces termes ou d'une terminologie semblable. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations pourraient différer de façon importante de ceux prévus dans les présentes et dépendre de bon nombre de facteurs.

Les facteurs qui pourraient faire diverger de façon importante les résultats réels comprennent notamment les éléments suivants :

- nos programmes de développement et de commercialisation des produits candidats et le calendrier de ces programmes;
- le fait de recevoir ou non les approbations des organismes de réglementation ainsi que le moment où nous obtiendrons ces approbations et les coûts qui y sont liés;
- le développement clinique de nos produits candidats, y compris les résultats des essais cliniques en cours ou futurs;
- les avantages de nos technologies d'administration des médicaments et de nos produits candidats comparativement à d'autres;
- notre capacité de maintenir et d'établir des droits de propriété intellectuelle visant nos technologies d'administration des médicaments et nos produits candidats;
- notre besoin de financement supplémentaire et nos estimations à l'égard de nos besoins de capital et de nos produits d'exploitation et de rentabilité futurs;
- notre estimation de l'ampleur des marchés potentiels pour nos produits candidats;
- notre sélection des produits candidats et l'octroi de licences à leur égard;
- notre capacité d'attirer des distributeurs et des collaborateurs grâce à un développement acceptable, une expertise en matière de réglementation et de commercialisation et des avantages à tirer de ces démarches de collaboration considérables;
- les sources de revenus et les revenus anticipés, y compris l'apport des distributeurs et des collaborateurs, les ventes de produits, les contrats de licences et autres démarches de collaboration pour développer et commercialiser nos produits candidats;
- le taux et le degré d'acceptation de nos produits dans le marché;
- le calendrier et les montants de remboursement visant nos produits;
- le succès et le prix d'autres traitements concurrents pouvant devenir accessibles;
- notre capacité de retenir et d'embaucher du personnel compétent;
- la capacité de fabrication de nos produits candidats par des fabricants tiers; et
- les autres facteurs de risque dont il est question dans les présentes et à l'occasion dans nos rapports, documents d'information publics et autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada.

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les termes «nous», «notre», «nos» ou la «Société» font référence à Biotechnologies ConjuChem Inc., à moins d'indication contraire.

APERÇU

Nous sommes une société de biotechnologie canadienne cotée en Bourse qui se consacre à la découverte de nouvelles thérapeutiques, particulièrement contre le diabète. Nous gérons actuellement de multiples programmes de recherche internes et comptons un produit au stade de développement. Les activités de ConjuChem sont axées sur la découverte et le développement de nouveaux médicaments fondés sur ses nouvelles plates-formes technologiques connues sous les noms de complexe d'affinité pharmacothérapeutique («DAC^{MC}») et de conjugué préformé-complexe d'affinité pharmacothérapeutique («PC-DAC^{MC}»). Lorsqu'elles sont appliquées à un composé, DAC^{MC} et PC-DAC^{MC} peuvent créer de nouveaux médicaments qui possèdent une activité thérapeutique semblable au composé original, mais dont la durée d'activité dans le corps est considérablement plus longue. L'une des possibilités les plus importantes des technologies DAC^{MC} et PC-DAC^{MC} de ConjuChem est leur capacité d'exploiter le potentiel thérapeutique des peptides, en dépit des diverses limitations de ces derniers. En particulier, les peptides ont une courte durée d'activité *in vivo*, qui non seulement diminue leur efficacité, mais peut également limiter leur potentiel de commercialisation.

Notre programme de traitement du diabète de type II se concentre sur les peptides de catégorie GLP-1. Ces composés aident à réduire le glucose par de multiples mécanismes d'action dans l'organisme. Nous poursuivons le développement du PC-DAC^{MC}:Exendin-4, homologue du GLP-1 combiné à notre technologie PC-DAC^{MC}. Les essais cliniques à doses multiples de phase II ont commencé en février 2008. Les résultats initiaux positifs de ces essais à doses multiples d'une durée de trois mois ont été annoncés le 3 décembre 2008, et les résultats finaux ont été publiés en février 2009.

Depuis la création de la Société, nous avons subi des pertes d'exploitation, surtout en raison de dépenses liées à nos activités de recherche et de développement. Au 31 janvier 2009, notre déficit accumulé s'élevait à 338,2 millions de dollars. Nous prévoyons subir d'autres pertes d'exploitation au cours des prochains exercices au fil du passage de nos autres produits candidats du stade de la recherche au stade de développement clinique. Jusqu'à maintenant, ConjuChem a financé ses activités d'exploitation, ses acquisitions de technologie et ses dépenses en immobilisations principalement au moyen d'appels publics à l'épargne et de placements privés visant des actions ordinaires, d'émissions de billets et de débentures convertibles, de crédits d'impôt à l'investissement reçus sur les dépenses admissibles, d'intérêts créditeurs et du produit tiré des ententes de collaboration en matière de recherche.

La poursuite de nos activités dépend de notre capacité à réunir des fonds supplémentaires. À l'heure actuelle, nous cherchons à obtenir des fonds supplémentaires pour financer nos activités d'exploitation. La direction étudie toutes les options de financement, y compris le financement par actions, les ententes de refinancement, la collaboration interentreprises et les ententes sur l'octroi de licences. Rien ne garantit qu'un financement supplémentaire sera obtenu en temps opportun ou qu'il le sera à des conditions favorables pour la Société. Si la Société ne peut pas mobiliser des fonds supplémentaires, la direction pourrait devoir restreindre les activités de la Société. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1, intitulée «Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation», afférente aux états financiers non vérifiés de la Société au 31 janvier 2009. Notre réussite dépend tout autant de notre capacité à obtenir les approbations nécessaires des organismes de réglementation, à dégager des produits d'exploitation au moyen de l'octroi de licences ou de la vente de médicaments thérapeutiques et à atteindre la rentabilité.

Notre objectif

Nous avons pour objectif de nous consacrer au développement de médicaments de la prochaine génération à partir de peptides thérapeutiques fondés sur nos plates-formes technologiques de bioconjugaison brevetées. Nous prévoyons appliquer nos technologies PC-DAC^{MC} systémiques à de multiples médicaments candidats et entreprendre le développement clinique de ces médicaments candidats jusqu'à un stade de maximisation de la valeur pour les actionnaires au moyen d'alliances stratégiques visant à faire progresser le développement et la commercialisation éventuelle des médicaments candidats en question.

Produits d'exploitation

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas tiré de produits d'exploitation de la vente de produits. Nos produits d'exploitation proviennent des intérêts créditeurs tirés des réserves de trésorerie et des ententes de collaboration en

matière de recherche. Nous avons établi à ce jour un certain nombre d'ententes de collaboration en matière de recherche à l'égard de divers produits. Ces ententes prévoient généralement des paiements forfaitaires uniques au début de la recherche et des paiements d'étape à la réalisation d'objectifs précis.

Crédits d'impôt à l'investissement

Étant donné que nous sommes une société ouverte, les crédits d'impôt à l'investissement du gouvernement fédéral pour les dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental («RS&DE») admissibles ne sont pas remboursables et sont calculés à un taux de 20 %. Ces crédits d'impôt à l'investissement peuvent être appliqués pour réduire les impôts futurs à payer et peuvent être reportés en avant sur une période de 20 ans. Les dépenses de RS&DE admissibles engagées au Québec donnent droit aux crédits d'impôt remboursables du Québec à un taux de 37,5 % sur les deux premiers millions de dollars de dépenses admissibles et de 17,5 % sur les charges admissibles restantes, et comprennent les paiements effectués au Québec à l'égard de la main-d'œuvre et des contrats de RS&DE, déduction faite de l'aide gouvernementale et non gouvernementale obtenue dans le cadre du programme de RS&DE. Cependant, 50 % seulement des paiements versés aux sous-traitants sans lien de dépendance sont admissibles aux crédits d'impôt du Québec.

Recherche et développement

Nos frais de recherche et de développement se composent principalement des honoraires versés à des fournisseurs de services externes et à des fabricants de substances médicamenteuses, des coûts et des fournitures de laboratoire visant les installations et le matériel ainsi que des frais liés au personnel. La majorité de nos frais de recherche et de développement engagés au cours des trimestres terminés les 31 janvier 2009 et 2008 ont trait au développement du PC-DAC^{MC}:Exendin-4. Nous planifions établir un partenariat avec un tiers bénéficiant de l'expertise et des ressources nécessaires pour aider à poursuivre le développement et la commercialisation du PC-DAC^{MC}:Exendin-4. Nos frais de recherche et de développement ont varié considérablement d'une période à l'autre dans le passé, ce qui se reproduira vraisemblablement dans l'avenir étant donné qu'ils sont touchés par l'avancement de nos programmes de développement.

Nous avons également l'intention de financer le passage d'autres médicaments candidats au stade de développement préclinique et clinique.

Principaux projets

Notre principal produit candidat, le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, est actuellement au stade de développement clinique. Ce produit candidat devra passer d'autres essais cliniques et obtenir l'approbation des organismes de réglementation avant de générer des produits d'exploitation constants et importants. Les coûts liés à l'achèvement de ces essais cliniques et à l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation sont considérables et, sous réserve de la conclusion d'ententes d'octroi de licences, les frais liés à ce processus risquent de faire grimper nos frais de recherche et de développement au cours des prochains exercices.

En 2008, nous avons fait passer PC-Insulin au stade des essais précliniques et avons l'intention de soumettre une demande de Drogue nouvelle de recherche (DNR) pour ce composé en 2009. PC-Insulin est une insuline de base convenant potentiellement aux patients atteints de diabète de type I ou de type II. PC-Insulin est en cours de développement pour offrir des avantages sur les thérapies d'insuline de base qui peuvent montrer des niveaux de fluctuations cliniquement appropriés, mais qui ne conduisent pas toujours à une action adéquate d'insuline pour une période complète de 24 heures. Développé avec la technologie brevetée PC-DAC^{MC} de ConjuChem, PC-Insulin est une insuline recombinante à effet prolongé et plus constante qui est fixée par liaison covalente à l'albumine humaine recombinante (**Recombunin**[®], produite par Novozymes Biopharma).

Nous comptons également un certain nombre d'autres programmes de recherche et de développement précliniques visant la découverte et le développement de nouveaux produits thérapeutiques. Ces programmes font partie intégrante des activités normales de recherche et de développement et, tant que des produits candidats ne sont pas découverts, aucune dépense clinique importante n'est prévue à l'égard de ces projets dans le prochain exercice.

Information sectorielle

Nos activités portent sur un seul secteur, axé sur la découverte et le développement de thérapeutiques nouvelles. En outre, nous tirons des intérêts du placement des liquidités dont nous disposons. Nous exerçons nos activités dans une seule installation canadienne, et tous nos actifs sont situés au Canada.

CONVENTION ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Dans la préparation de nos états financiers, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur la présentation d'information sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges des périodes visées. Nous avons relevé les conventions comptables suivantes pour lesquelles, à notre avis, la direction doit formuler des jugements subjectifs et faire souvent des estimations sur l'incidence de questions qui sont fondamentalement incertaines et qui peuvent varier dans les périodes subséquentes. Nos résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Constatation des produits d'exploitation

Nous constatons les produits d'exploitation tirés des diverses ententes de collaboration en matière de recherche à mesure que les services prévus sont rendus ou que les étapes sont franchies conformément aux modalités de chaque entente. Les paiements forfaitaires uniques pour l'utilisation de la technologie lorsque des services additionnels doivent être rendus ou que des honoraires doivent être reçus à la signature des ententes de collaboration en matière de recherche sont constatés au cours de la période de réalisation des activités connexes. Cette période est fondée sur des prévisions et exige que nous fassions des estimations sur des événements futurs. Ces estimations peuvent différer considérablement des résultats réels, ce qui peut nous obliger à modifier la période de constatation. Les montants reçus avant la constatation des produits d'exploitation sont présentés comme des produits constatés d'avance. Les paiements d'étape sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Dépréciation des actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les autres actifs à long terme font régulièrement l'objet d'un test de dépréciation et chaque fois qu'un événement ou qu'un changement de situation indique que la valeur comptable d'un actif peut ne pas être recouvrable. La perte de valeur est mesurée d'après la valeur comptable d'un actif par rapport à ses flux de trésorerie non actualisés nets futurs prévus qui devraient résulter de son utilisation, plus sa valeur résiduelle (valeur de recouvrement nette). Si le test de dépréciation révèle que ces actifs ont perdu de la valeur, la perte de valeur à constater est mesurée d'après l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur juste valeur. Toute perte de valeur entraîne une moins-value des actifs et est imputée aux résultats. Les flux de trésorerie futurs prévus et les justes valeurs sont déterminés selon des estimations qui peuvent varier. Pour le trimestre considéré, aucun rajustement de la valeur des actifs n'a été nécessaire.

Crédits d'impôt à l'investissement remboursables

Nous engageons des frais de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement sont établis en fonction de notre estimation des montants qui devraient être recouverts et qui peuvent faire l'objet d'un contrôle ou d'une nouvelle cotisation par les autorités fiscales et, par conséquent, ces montants peuvent varier sensiblement.

Provision pour moins-value des actifs d'impôts futurs

Nous n'avons pas constaté d'économie liée aux actifs d'impôts futurs en ce qui a trait aux pertes d'exploitation subies et aux frais de recherche et de développement engagés. Nous avons supposé, d'après nos résultats historiques et nos prévisions de bénéfices imposables futurs, que les avantages fiscaux connexes ne devraient vraisemblablement pas se réaliser. La mise en œuvre de stratégies de planification fiscale ou la production de bénéfices imposables futurs pourrait entraîner la constatation d'une partie ou de la totalité de ces économies, ce qui pourrait grandement améliorer nos résultats d'exploitation grâce au recouvrement d'impôts futurs.

Rémunération à base d'actions

Les hypothèses qui influent sur notre évaluation de la juste valeur des options d'achat d'actions comprennent le calcul du facteur de volatilité et la durée de vie des options émises, deux éléments qui exigent que nous posions des hypothèses à l'égard d'événements futurs et qui ont une incidence directe sur l'établissement de la rémunération à base d'actions.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1^{er} novembre 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA») :

Le chapitre 1400, intitulé «Normes générales de présentation des états financiers», a été modifié afin d'inclure des exigences pour la direction visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Le chapitre 3064, intitulé «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplace le chapitre 3062, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450, «Frais de recherche et de développement», établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Variation des résultats d'exploitation

Nos résultats d'exploitation ont varié considérablement d'un exercice à l'autre par le passé, ce qui se reproduira vraisemblablement dans l'avenir.

Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront influencés dans un avenir prévisible par plusieurs facteurs, y compris nos efforts en matière de recherche, l'agrandissement des installations, la croissance de notre effectif ainsi que le calendrier et l'évolution des dépenses liées à nos programmes de développement clinique. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'un exercice à l'autre de nos résultats d'exploitation ne sont pas représentatives de notre rendement futur.

Information financière trimestrielle (non vérifié)

Les principales informations financières présentées ci-dessous sont tirées des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société pour les huit derniers trimestres, chacun couvrant une période de trois mois.

	31 janvier 2009	31 oct. 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 oct. 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007
	(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)							
Produits d'exploitation								
Produits d'exploitation tirés de contrats	—	—	9	25	27	45	24	—
Intérêts créditeurs	106	195	306	376	573	876	950	1 005
Perte nette	(5 828)	(10 915)	(8 737)	(7 925)	(11 841)	(6 490)	(8 562)	(12 209)
Résultat de base par action	(0,02)	(0,04)	(0,04)	(0,03)	(0,05)	(0,03)	(0,04)	(0,05)

Nos intérêts créditeurs varient d'un trimestre à l'autre en fonction du calendrier de nos initiatives financières, tandis que la perte nette a varié en fonction du calendrier de nos initiatives d'essais cliniques. Le résultat de base par action a augmenté par rapport aux périodes précédentes, en raison de l'achèvement en novembre 2008 des essais cliniques de phase II sur notre composé PC-DAC^{MC}:Exendin-4.

TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JANVIER 2009 PAR RAPPORT AU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JANVIER 2008

La perte nette pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 s'est élevée à 5,8 millions de dollars, contre 11,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Le recul de la perte nette est imputable principalement à la diminution de la charge de désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et des intérêts en raison du remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au premier trimestre de l'exercice 2008, d'une réduction des frais d'administration de 533 897 \$ et de l'écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôt par suite d'une vérification fiscale au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009.

Produits d'exploitation

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, les produits d'exploitation ont été tirés principalement des intérêts sur les placements. Nous avons constaté un bénéfice tiré d'une collaboration en matière de recherche et avons engendré des produits de 27 347 \$ au trimestre terminé le 31 janvier 2008, contre des produits d'un montant nul tirés d'une collaboration en matière de recherche pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009. La Société a comptabilisé des intérêts créditeurs sur l'encaisse et les placements atteignant 106 241 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, contre 572 655 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. La baisse des intérêts créditeurs a découlé de la réduction du portefeuille de placements combinée à un glissement généralisé des taux du marché.

Recherche et développement

Le montant brut des frais de R&D s'est établi à 4,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, en regard de 3,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Cette augmentation est attribuable aux coûts des essais cliniques de phase II du PC-DAC^{MC}:Exendin-4.

Les crédits d'impôt à l'investissement ont été évalués à 1,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à des crédits d'impôt à l'investissement de 100 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. La hausse en 2009 découle du fait que la Société a procédé à une écriture de contrepassation au titre des crédits d'impôt pour les dépenses de RS&DE par suite d'une vérification fiscale réalisée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009. Ces crédits d'impôt à l'investissement peuvent faire l'objet d'une vérification par les autorités fiscales. Les montants constatés en 2009 ont été comptabilisés en diminution des frais de R&D.

Les frais de R&D représentent la majorité des dépenses générales de ConjuChem. Grâce à un effort concerté visant à valider notre technologie, nous comptons obtenir, en 2009, une licence pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, notre principal composé contre le diabète. Nous avons aussi l'intention de faire passer un ou plusieurs composés au stade des tests cliniques au cours de 2009. Ces initiatives de R&D auront une incidence directe sur nos frais de R&D, lesquels devraient diminuer par comparaison à l'exercice 2008 au cours duquel nous avons mené de multiples essais de phase II dont les résultats définitifs ont été publiés en février 2009.

Frais d'administration

Les frais d'administration se sont élevés à 1,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 1,6 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Cette diminution des frais d'administration est principalement attribuable aux frais liés au remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 et à une réduction de la charge de rémunération et des avantages sociaux au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2009.

Nous réitérons notre engagement à maintenir les normes les plus élevées qui soient en matière de gouvernance et continuons d'affecter des ressources à cette fin, ce qui, selon nous, est primordial pour conserver la confiance des actionnaires.

Amortissement et service de la dette

La dotation aux amortissements a diminué, pour atteindre 45 503 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, en regard de 57 602 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Cette diminution est liée au solde dégressif des immobilisations sur lequel l'amortissement est calculé.

La charge de désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et des intérêts s'est établie à un montant nul pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 5,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Le fléchissement résulte du remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au premier trimestre de l'exercice 2008. La désactualisation, élément hors trésorerie, dépend de la répartition théorique entre les composantes dette et capitaux propres des billets de premier rang non garantis convertibles, et représente la désactualisation accélérée de la valeur comptable de la composante dette jusqu'à son rachat le 30 novembre 2007. La charge de désactualisation de la valeur comptable des débetures subordonnées non garanties convertibles et des intérêts s'est fixée à 1,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 568 517 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Les débetures ont été émises en décembre 2007.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 s'est élevée à 601 705 \$, alors qu'elle était de 714 879 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Cette charge hors trésorerie est liée à l'amortissement des montants calculés conformément à la méthode de comptabilisation à la juste valeur des options d'achat d'actions. La juste valeur marchande des options d'achat d'actions attribuées est établie selon le modèle de Black et Scholes. Cette charge fluctue d'une période à l'autre en raison de la fluctuation des variables utilisées dans le calcul du modèle de Black et Scholes du recul du cours des actions de la Société.

Gain ou perte de change

La conversion des devises a donné lieu à une perte de 90 463 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à une perte de 178 951 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. La majorité des dépenses liées aux essais cliniques sont engagées en dollars américains et en livres sterling, et la perte subie pour l'exercice considéré est imputable à l'effet défavorable sur nos dépenses de la conversion nécessaire de dollars canadiens en devises à divers moments au cours de l'exercice.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 janvier 2009, le fonds de roulement s'élevait à 7,5 millions de dollars. Les fonds affectés aux activités d'exploitation du premier trimestre de 2009 ont totalisé 7,6 millions de dollars, contre 6,3 millions de dollars pour le premier trimestre de 2008. Les fonds ont été utilisés principalement pour faire progresser les essais cliniques de phase II du PC-DAC^{MC}:Exendin-4.

Les flux de trésorerie découlant des activités d'investissement pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 ont atteint 9,9 millions de dollars, comparativement à 57,0 millions de dollars affectés à ces activités pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, en raison surtout des fonds affectés aux activités d'exploitation et, au premier trimestre de 2008, du remboursement des billets de premier rang non garantis convertibles. Le produit net provenant des acquisitions, des cessions et de l'échéance des placements a atteint 9,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, contre 57,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les dépenses en immobilisations pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 ont été de 10 694 \$ par rapport à 10 951 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. Au cours de l'exercice 2009, nous ne prévoyons pas faire d'acquisitions importantes d'immobilisations.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont représenté un montant nul pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, comparativement à 37,8 millions de dollars générés pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008. En novembre 2008, nous avons remboursé les billets de premier rang non garantis convertibles totalisant 45 000 000 \$, majorés des intérêts courus de 13 006 914 \$, pour un montant total de 58 006 914 \$.

Au 31 janvier 2009, nos débiteurs totalisaient 89 450 \$ et tenaient compte des remboursements d'impôt pour marchandises. Les créiteurs et charges à payer ont diminué, pour passer de 10,1 millions de dollars au 31 octobre 2008 à 7,0 millions de dollars au 31 janvier 2009, en raison du calendrier des décaissements liés aux activités de développement clinique et à la contrepassation au titre des provisions d'impôt.

Au 31 janvier 2009, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 13,5 millions de dollars. Au 31 octobre 2008, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme s'élevaient à 21,1 millions de dollars. Les activités de placement liées aux liquidités sont assujetties à la politique de placement de ConjuChem. Un comité de placement, composé de représentants de la direction et de membres du conseil d'administration, s'assure du respect de la politique. La Société n'investit que dans des titres de placement liquides de qualité supérieure à échéances diverses, choisis en fonction du calendrier prévu des dépenses devant être effectuées dans le cadre des activités poursuivies et en fonction des taux d'intérêt en vigueur. En date du 31 janvier 2009, ConjuChem avait des placements dans sept grandes sociétés canadiennes, y compris trois banques à charte, dont les montants variaient de quelque 100 000 \$ à 2,4 millions de dollars. Au 27 janvier 2009, nous n'avions aucun placement dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non bancaire. Nous croyons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, nos titres négociables et nos intérêts créiteurs seront suffisants pour poursuivre nos plans actuels en matière de R&D et d'exploitation pendant le troisième trimestre de 2009.

Arrangements hors bilan

Nos arrangements hors bilan sont présentés ci-après à la rubrique «Obligations contractuelles» et consistent en des contrats de location-exploitation. Outre ces engagements, qui sont considérés comme s'inscrivant dans le cours normal des affaires, nous n'avons aucun autre arrangement hors bilan et ne prévoyons pas en établir hors du cours normal des affaires dans un avenir rapproché.

Opérations avec des parties liées

Après l'émission du billet convertible, série 1, l'associé directeur du fonds d'investissement responsable des porteurs de billets est devenu un administrateur de la Société; par conséquent, le fonds d'investissement est considéré comme une partie liée. Ce fonds d'investissement gère des sociétés d'investissement et détient une tranche totale de 3,5 millions de dollars du montant en capital de 22 millions de dollars des débentures subordonnées non garanties convertibles en date du 31 janvier 2009.

Opérations projetées

Tel qu'il a été mentionné ailleurs, nous comptons renforcer notre situation financière au moyen de diverses initiatives financières et d'éventuels contrats de licences. À l'heure actuelle, la Société ne participe à aucune opération de ce genre.

Instruments financiers

La Société n'a pas recours à des instruments de couverture du change.

Obligations contractuelles

Paiements exigibles par période (en milliers de dollars)				
	Moins de 12 mois	De 12 à 36 mois	De 37 à 60 mois	Total
Contrats de location-exploitation	558	20	6	584
Débetures subordonnées non garanties convertibles	—	20 365	—	20 365
Engagements d'achat	609	5 938	2 436	8 983

Au 31 janvier 2009, la Société n'avait pris aucun engagement relativement à des dépenses en immobilisations.

Données sur les actions en circulation

En date du 31 janvier 2009 et du 9 mars 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation était de 250 432 418. Le nombre d'options d'achat d'actions en cours était de 23 793 909 au 31 janvier 2009 et au 9 mars 2009.

En outre, au 31 janvier 2009, la Société comptait 131 201 750 bons de souscription en circulation, dont les prix et les dates d'échéance sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix	Date d'échéance
96 826 750	1,00 \$	28 novembre 2009
34 375 000	0,25 \$	31 décembre 2011

Contrôles et procédures de communication de l'information

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le vice-président, finances et chef des opérations financières portant notamment sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En outre, au 31 janvier 2009, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, avait été effectuée afin de fournir l'assurance raisonnable que la présentation de l'information financière est fiable et que nous nous conformons aux PCGR dans la préparation des états financiers. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président, finances et chef des opérations financières attestent que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière était efficace.

Les contrôles internes, peu importe la qualité de leur conception, ont des limites, dont la possibilité d'une erreur humaine ou le risque que l'on circonviennent ou outrepassent les contrôles et procédures en place. Ainsi, rien ne garantit que nos contrôles et procédures de communication de l'information financière ou nos contrôles internes à l'égard de l'information financière puissent prévenir toutes les erreurs ou fraudes.

Aucun changement n'a été apporté à nos contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009 qui ait influé de façon importante, ou pouvant influencer de façon importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Événement postérieur au bilan

Le 10 mars 2009, la Société a annoncé que, dans le but de préserver ses liquidités et de poursuivre son plan de développement, elle devait supprimer 18 emplois. Les coûts estimatifs de cette mesure atteignent environ 300 000 \$ et seront comptabilisés à l'état des résultats pour le trimestre se terminant le 30 avril 2009.

Biotechnologies ConjuChem Inc.

BILANS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

[Voir la note 1, Nature de l'entreprise et
incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Aux

	31 janvier 2009	31 octobre 2008
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 477 074	2 187 423
Placements	9 066 870	18 934 737
Débiteurs	89 450	160 644
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	772 000	542 000
Charges payées d'avance	119 491	229 006
Total de l'actif à court terme	14 524 885	22 053 810
Immobilisations corporelles	808 265	841 685
Actifs incorporels	9 719	11 108
	15 342 869	22 906 603
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	6 981 485	10 080 463
Total du passif à court terme	6 981 485	10 080 463
Débiteures subordonnées non garanties convertibles [note 4]	14 324 406	13 634 906
	21 305 891	23 715 369
Capitaux propres négatifs		
Capital social [note 5]	266 823 735	266 823 735
Bons de souscription [note 5]	10 817 394	10 817 394
Composante capitaux propres des débiteures subordonnées non garanties convertibles	5 193 793	5 193 793
Surplus d'apport [note 5]	49 420 531	48 818 826
Déficit	(338 219 066)	(332 390 857)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	591	(71 657)
Total des capitaux propres négatifs	(5 963 022)	(808 766)
	15 342 869	22 906 603

Événement postérieur à la date du bilan [note 7]

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,



Administrateur



Administrateur

Biotechnologies ConjuChem Inc.

**ÉTATS DU DÉFICIT INTERMÉDIAIRES
NON VÉRIFIÉS**

[Voir la note 1, Nature de l'entreprise et
incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Trimestres terminés les 31 janvier

	2009	2008
	\$	\$
Déficit au début de la période	(332 390 857)	(292 973 699)
Perte nette de la période	(5 828 209)	(11 840 517)
Déficit à la fin de la période	(338 219 066)	(304 814 216)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Biotechnologies ConjuChem Inc.**ÉTATS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT
ÉTENDU INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**[Voir la note 1, Nature de l'entreprise et
incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Trimestres terminés les 31 janvier

	2009	2008
	\$	\$
PRODUITS		
Produits tirés de contrats	—	27 347
Revenu d'intérêts	106 241	572 655
	106 241	600 002
CHARGES		
Recherche et développement	4 127 231	3 657 857
Crédits d'impôt à l'investissement [note 6]	(1 080 000)	(100 000)
Frais de recherche et de développement, montant net	3 047 231	3 557 857
Frais d'administration	1 052 744	1 586 641
Amortissement des immobilisations corporelles	44 114	55 121
Amortissement des actifs incorporels	1 389	2 481
Rémunération à base d'actions	601 705	714 879
Frais financiers	3 352	4 206
Perte de change	90 463	178 951
Désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et intérêts	—	5 504 427
Désactualisation de la valeur comptable des débiteures subordonnées non garanties convertibles et intérêts	1 093 452	568 517
Perte sur le rachat des placements à long terme	—	267 439
	5 934 450	12 440 519
Perte nette	(5 828 209)	(11 840 517)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Gain latent sur les placements	72 248	2 327
Résultat étendu	(5 755 961)	(11 838 190)
Résultat de base et dilué par action	(0,02)	(0,05)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	250 432 418	240 213 668

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Biotechnologies ConjuChem Inc.**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE INTERMÉDIAIRES
NON VÉRIFIÉS**

[Voir la note 1, Nature de l'entreprise et
incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Trimestres terminés les 31 janvier

	2009	2008
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(5 828 209)	(11 840 517)
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	44 114	55 121
Amortissement des actifs incorporels	1 389	2 481
Amortissement de l'escompte sur les placements à long terme	—	(8 436)
Rémunération à base d'actions	601 705	714 879
Désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et intérêts	—	5 504 427
Désactualisation de la valeur comptable des débitures subordonnées non garanties convertibles	689 500	568 517
Perte sur le rachat des placements à long terme	—	267 439
	(4 491 501)	(4 736 089)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	(3 148 269)	(1 576 156)
Flux de trésorerie d'exploitation	(7 639 770)	(6 312 245)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	(4 806 200)	(12 910 701)
Produit tiré de placements échus	14 746 315	10 399 827
Acquisition de placements à long terme	—	(167 037)
Produit tiré du rachat de placements à long terme	—	59 644 132
Acquisition d'immobilisations corporelles	(10 694)	(9 772)
Acquisition d'actifs incorporels	—	(1 179)
Flux de trésorerie d'investissement	9 929 421	56 955 270
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de billets de premier rang non garantis convertibles	—	(58 006 914)
Émission de débiteures subordonnées non garanties convertibles	—	22 000 000
Frais d'émission payés au comptant	—	(1 764 414)
Flux de trésorerie de financement	—	(37 771 328)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	2 289 651	12 871 697
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 187 423	1 235 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	4 477 074	14 107 401
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	814 609	13 006 914

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 janvier 2009

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Nature de l'entreprise

Biotechnologies ConjuChem Inc. [«ConjuChem» ou la «Société»], société de biotechnologie qui exploite une seule unité d'exploitation dans son installation canadienne, s'occupe principalement du développement et de l'utilisation de sa technologie de bioconjugaison afin de mettre au point des médicaments thérapeutiques. La Société conclut des contrats avec des entreprises auxquelles elle cède le droit exclusif d'utiliser certaines de ses technologies et avec lesquelles elle s'engage à développer certains médicaments. En 2008, la totalité des produits que la Société a tirés des contrats provenait de clients américains. Tous les actifs de la Société sont situés au Canada.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les présents états financiers ont été dressés par la direction suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la Société continuera de mener ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal des affaires. L'utilisation de ces principes pourrait ne pas convenir puisque, au 31 janvier 2009, il existait une incertitude importante quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités sans réunir de fonds supplémentaires.

La Société a enregistré d'importantes pertes d'exploitation depuis sa création et avait accumulé un déficit de 338 219 066 \$ au 31 janvier 2009. En outre, en date du 31 janvier 2009, le niveau annuel prévu des charges de la Société excédait le montant des sources de financement engagées, de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements de la Société. À ce jour, la Société a financé ses besoins de liquidités principalement au moyen de l'émission d'actions ordinaires, de billets non garantis convertibles, et de débentures ainsi que de crédits d'impôt à l'investissement. La poursuite des activités de la Société dépend de sa capacité à réunir des fonds supplémentaires. À l'heure actuelle, la Société cherche à obtenir des fonds supplémentaires pour financer ses activités d'exploitation. La direction étudie toutes les options de financement, y compris le financement par actions, les ententes de refinancement, la collaboration interentreprises et les ententes sur l'octroi de licences. Rien ne garantit qu'un financement supplémentaire sera obtenu en temps opportun ou qu'il le sera à des conditions favorables pour la Société. Si la Société ne peut mobiliser des fonds supplémentaires, la direction pourrait devoir restreindre ses activités.

Les présents états financiers ne tiennent compte d'aucun rajustement ou reclassement d'actifs ou de passifs qui seraient nécessaires si la Société était incapable de poursuivre ses activités. Ces rajustements pourraient être importants.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 janvier 2009

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada applicables aux états financiers intermédiaires. Ainsi, ils ne comprennent pas toute l'information requise par les PCGR du Canada pour les états financiers annuels vérifiés et doivent être lus avec les états financiers vérifiés de la Société et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

L'information relative au bilan au 31 octobre 2008 est tirée des états financiers vérifiés de la Société. Les conventions comptables qui sous-tendent les présents états financiers intermédiaires sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1^{er} novembre 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA») :

Le chapitre 1400, intitulé «Normes générales de présentation des états financiers», a été modifié afin d'inclure des exigences pour la direction visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Le chapitre 3064, intitulé «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplace le chapitre 3062, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450, «Frais de recherche et de développement», établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**

31 janvier 2009

**4. DÉBENTURES SUBORDONNÉES NON GARANTIES
CONVERTIBLES**

Le détail de la valeur comptable des débentures subordonnées non garanties convertibles au 31 janvier 2009 figure ci-dessous :

	\$
Juste valeur à l'émission	13 500 000
Charge de désactualisation cumulée	2 487 474
Moins : Tranche non amortie des coûts de financement reportés	(659 773)
Moins : Tranche de la valeur comptable attribuable aux 1 635 unités converties en actions ordinaires en juin 2008	(1 003 295)
Solde au 31 janvier 2009	<u>14 324 406</u>

5. CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires.

Émis et en circulation

Au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008, la Société avait 250 432 418 actions ordinaires émises et en circulation.

Surplus d'apport

	\$
Solde au 31 octobre 2008	48 818 826
Charge de rémunération à base d'actions pour la période	601 705
Solde au 31 janvier 2009	<u>49 420 531</u>

Biotechnologies ConjuChem Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 janvier 2009

5. CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS [suite]

Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation au 31 janvier 2009 se présentaient comme suit :

Prix d'exercice (\$)	Nombre en circulation	Nombre moyen pondéré de mois jusqu'à l'échéance
1,00	96 826 750	10
0,25	34 375 000	35
	131 201 750	

Régime d'options d'achat d'actions

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions attribuées par la Société et leur prix d'exercice moyen pondéré pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 sont les suivants :

	N ^b re	\$
Solde au 31 octobre 2008	23 848 443	0,69
Frappées d'extinction	(54 534)	4,53
Solde au 31 janvier 2009	23 793 909	0,67
Options exerçables à la fin de la période	10 625 971	1,09

Une charge de rémunération de 601 705 \$ [714 879 \$ en 2008] a été comptabilisée pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 au titre des options d'achat d'actions attribuées et un montant correspondant a été imputé au surplus d'apport. La juste valeur de ces options a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Dividende prévu	—	0,0 %
Volatilité	—	130,5 %
Taux d'intérêt sans risque	—	3,2 %
Durée de vie prévue des options, en années	—	5
Juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution	—	0,09 \$

Aucune option n'a été attribuée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**

31 janvier 2009

5. CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS [suite]

Résultat dilué par action

Aucune option ni aucun bon de souscription en circulation aux 31 janvier 2009 et 2008 n'ont été inclus dans le calcul du résultat dilué par action parce que tous ces titres auraient un effet antidilutif.

6. CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

À la suite de la vérification fiscale réalisée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, la Société a procédé à une écriture de contrepassation de 850 000 \$ au titre des provisions d'impôt à l'égard des crédits d'impôt à l'investissement.

7. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 10 mars 2009, la Société a annoncé que, dans le but de préserver ses liquidités et de poursuivre son plan de développement, elle devait supprimer 18 emplois. Les coûts estimatifs de cette mesure atteignent environ 300 000 \$ et seront comptabilisés à l'état des résultats pour le trimestre se terminant le 30 avril 2009.

CONJUCHEM®

Biotechnologies ConjuChem Inc.
225, avenue Président-Kennedy
Bureau 3950
Montréal, Québec
H2X 3Y8
Tél : 514-844-5558
Télec : 514-844-1119